

PROGRAMME ASIE

**TENSIONS EN HIMALAYA :
« TOUTE UNE MONTAGNE »**

PAR LAURENT PINGUET

DIPLÔMÉ DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE

JUILLET 2018

ASIA FOCUS #81



« *Le pouvoir sort de la bouche du canon.* » — Mao Zedong

Le « Toit du monde » constitue la frontière des deux géants d'Asie : la Chine et l'Inde. Ces deux pays sont aujourd'hui les deux plus grandes puissances démographiques du continent avec une population de 1,38 milliard pour « l'Empire du Milieu » et de 1,32 milliard pour « la plus grande démocratie du monde ». Cette année, cette dernière compte probablement bien dépasser la France et le Royaume-Uni en se hissant à la 5^e place du classement des plus grandes puissances économiques mondiales.¹ Sous couvert de solidarité asiatique, on pourrait alors penser que cette « concurrence » envers l'Occident galvaniserait les puissances asiatiques qui s'encourageraient alors mutuellement à coopérer.

Cependant, de par leurs similitudes culturelles et historiques, une rivalité est présente, et les accrochages, parfois sanglants ne sont pas rares entre les deux pays. Les revendications territoriales font, depuis le tracé des frontières par les Britanniques après l'indépendance du Tibet, l'objet d'une constante tension en Himalaya. Une question se pose alors : ces différends pèsent-ils assez dans la balance pour compromettre une interdépendance sino-indienne ? Pour tenter de répondre à cette question, nous devons établir un panorama sur les principaux sujets de discorde, tout en examinant les progrès observés en parallèle à travers l'Histoire depuis l'indépendance de l'Inde. Pour ce faire, nous nous appuyerons notamment sur les articles de Ronak D. Desai « Trouver l'équilibre juste : l'Inde et le Tibet » et « "Bloc sino-indien" ? », parus sur *Outre-mer*, puis sur un autre de Thierry Mathou intitulé « L'Himalaya, "nouvelle frontière" de la Chine » paru chez *Herodote*.

Nous procéderons tout d'abord par énumérer les sujets de discorde en Himalaya, en revenant notamment sur les origines des conflits, mais aussi en expliquant les enjeux stratégiques liés à la topographie et à la répartition des ressources de la région. Nous aborderons notamment comment la Chine procède-t-elle pour combler ses besoins en énergie croissants au détriment de ses voisins. Par la suite, nous nous pencherons sur l'évolution des relations sino-indiennes dans le but de savoir si celles-ci ont, malgré les tensions, tout de même progressé. On s'intéressera notamment au sujet des frontières qui fait tant polémique, mais aussi aux intérêts communs qu'ont su exploiter les deux géants. Enfin, nous terminerons par examiner le regard occidental sur cette situation tout en nous interrogeant sur l'avenir.

¹ Guillaume Poingt, « Puissance économique : la France dépassée par l'Inde dès 2018 ? », *Le Figaro*, 27 décembre 2017.

L'HIMALAYA, UNE ZONE DE DISCORDE

L'origine des revendications territoriales

Le Dalai-Lama et Dharamsala : symboles de divergences sino-indiennes

La Chine envahit le Tibet en 1950 et le déclare comme faisant partie intégrante du pays en mai 1951, sous prétexte que l'indépendance de ce dernier n'est qu'une invention des Occidentaux. L'Inde, déjà absorbée par les conflits contre le Pakistan concernant le Cachemire, ne souhaite pas prendre part au conflit afin de conserver de bonnes relations avec son voisin communiste, ce qui n'empêche pas cette dernière d'être contre cette action. Elle finit néanmoins par reconnaître le Tibet en tant que province chinoise en 1954 en signant un traité sous le principe indonésien du Pancasila.²

L'Inde, de bonne volonté, se trouvera pourtant confrontée à d'autres difficultés qui vont crisper peu à peu les relations entre New Delhi et Pékin. Les Tibétains se soulèvent contre les réformes totalitaires imposées par les Chinois entre 1956 et 1959 dans la région du Kham. Cette rébellion est alors violemment matée par Pékin, on parle de dizaines de milliers de morts.³ Cet évènement qui au départ ne semblait pas concerner l'Inde sera pourtant un tournant dans ses prises de position. C'est à partir de 1959 que le Dalai-Lama, chef spirituel des Tibétains, établira son gouvernement en exil à Dharamsala sous l'autorisation et la bienveillance de Jawaharlal Nehru, 1^{er} ministre indien. Cette mesure est toujours d'actualité. Par ailleurs, même si elle a été perçue par les Chinois de cette façon, la décision de New Delhi ne s'est pas faite dans le but de froisser Pékin, mais bien pour venir en aide aux Tibétains. Cela n'empêchera pourtant pas Pékin de montrer les dents quelques années plus tard.

La ligne Mac Mahon : l'échec des Britanniques

Après la chute de la dynastie de Qing en 1913, les Tibétains qui étaient alors sous la coupe de l'Empire chinois se retrouvent *de facto* indépendants. Lors de la convention de Simla en 1914, il se pose alors la question de redéfinir entre autres la frontière entre le

² Ronak D. Desai, « Trouver l'équilibre juste : l'Inde et le Tibet », *Outre-Terre*, vol. 21, no. 1, 2009, pp. 229-234.

³ Franck Ferrand, « 31 mars 1959, fuite du Dalai-Lama », *Europe 1*, 31 mars 2016.

Tibet et l'Inde, cette dernière faisant à l'époque partie de l'Empire britannique (par ailleurs, on peut mentionner que même si le Tibet est considéré comme indépendant, la Chine exerce tout de même un rôle de suzeraineté sur celui-ci depuis 1793)⁴. Les représentants tibétains et britanniques se mettent alors d'accord sur le tracé de la ligne Mac Mahon (nommée ainsi en référence au négociateur Henry Mc Mahon) faisant office de frontière internationale entre les deux pays. Sous la pression des Britanniques, le délégué chinois sur place accepte de poser ses initiales sur cet accord, cependant, il sera aussitôt rejeté lors de sa transmission au gouvernement chinois. La Chine ne reconnaît toujours pas la ligne Mac Mahon à ce jour.

Pékin revendique le territoire d'Arunachal Pradesh (90 000 km²) à l'est de l'Himalaya, et celui d'Aksaï Sin (43 800 km²) au Cachemire. L'un et l'autre seraient respectivement les extensions des territoires du Tibet et du Xinjiang depuis toujours tandis que New Delhi estime que ces territoires sont liés à l'héritage de l'Empire britannique et donc lui reviennent de droit. À mesure des tensions grandissantes et de multiples tentatives de négociations sans succès entre New Delhi et Pékin, sans oublier les conséquences de l'exode tibétain, la situation s'envenime. Les escarmouches de troupes chinoises et indiennes se multiplient entre 1959 et 1962 afin de renforcer chacune leur présence sur les territoires convoités.⁵

Le mois d'octobre 1962, les relations sino-indiennes prennent un nouveau tournant. L'APL (l'Armée populaire chinoise de libération) lance une attaque éclair sans précédent et met en déroute l'armée indienne sur tous les fronts. Le conflit dure un mois et aboutit par un cessez-le-feu. Bilan : l'armée chinoise se retire d'Arunachal Pradesh, mais l'Aksaï Sin est annexée au détriment de l'Inde, chose qu'elle n'oubliera jamais. En 1967, de nouveaux conflits de moindre envergure éclatent près de la frontière du Sikkim (à l'époque royaume himalayen sous protectorat indien, aujourd'hui état de ce même pays) et du Tibet. Deux offensives chinoises sont lancées respectivement le 11 septembre et le 1^{er} octobre : la première sur l'avant-poste indien de Nathu La, puis la deuxième sur l'avant-poste de Cho La. À cause d'un manque de connaissance sur la

⁴ Elliott Sperling, « Le Tibet et la Chine : l'interprétation de l'histoire depuis 1950 », *Perspectives Chinoises*, no. 108, 2009, p. 29.

⁵ Ronak D. Desai, « "Bloc sino-indien" ? », *Outre-Terre*, vol. no. 15, no. 2, 2006, pp. 247-258.

région, l'APL se brise sur les forces indiennes et finit par rebrousser chemin⁶. Pékin prétendra que cette action avait été lancée à cause de provocations de soldats indiens. Cette victoire indienne permet alors un regain de moral des troupes certain suite à l'humiliation de 1962.

Aujourd'hui, l'Inde revendique toujours le territoire d'Aksai Sin et la Chine fait de même en ce qui concerne l'Arunachal Pradesh.

L'implication chinoise en guerre du Cachemire

Depuis 1947, le Cachemire est avant tout une zone de conflits indo-pakistanaise. « L'ennemi de mon ennemi est mon ami », tel est le raisonnement en vigueur dans cette région. Ainsi, en plus d'annexer l'Aksai Sin, la Chine s'oppose depuis toujours à la restitution du Cachemire aux Indiens et soutient Islamabad. La vallée du Shaksgam au nord du Cachemire était depuis le début de la guerre occupée par les forces pakistanaises, mais revendiquée par New Delhi.

En 1963, Pékin et Islamabad signent un traité afin de régler leurs différends frontaliers, stipulant la cession de la vallée du Shaksgam aux Chinois⁷. Par ce fait, l'Inde assiste à l'annexion d'une terre qu'elle considère comme sienne et qu'elle revendique toujours à l'heure actuelle. Cette région du monde sera par la suite le chantier sino-pakistanaise de la célèbre route du Karakoram achevée en 1978, reliant Kashgar, ville du Xinjiang, à Abbottabad, près d'Islamabad et parvient même jusqu'au port de Gwadar donnant un accès direct en mer d'Arabie.

La Chine n'entrera jamais directement aux côtés du Pakistan dans ce conflit. Cependant, ce dernier était en 2013 le 1^{er} importateur d'armes chinoises. D'après le scientifique pakistanais Abdel Q. Khan, Pékin aurait aussi participé au financement du programme nucléaire pakistanais qui a abouti aux essais réussis de 1998.⁸

⁶ Brahma Chellaney, *Asian Juggernaut: The Rise of China, India, and Japan*, HarperCollins, 2006, p. 195.

⁷ Mandip Singh, "Why did Pakistan and under what terms and conditions cede the Shaksgam Valley to China? What is the geo-strategic significance of the Valley?", *Institute for Defense Studies and Analysis*.

⁸ Angela Stanzel, « L'inquiétude de l'Inde face aux actions de la Chine », *L'Express*, 29 juillet 2015.

Enjeux géostratégiques d'actualité

L'importance du Tibet

Tibet, dit « Xizang » en Chine, signifie « maison des trésors de l'Ouest ». Le Tibet est une province autonome de la République populaire de Chine depuis 1965. Longtemps délaissée par le gouvernement chinois au profit de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, cette région est aujourd'hui au cœur de la géopolitique chinoise. Pour cause, Xi Jinping souhaite à présent développer davantage l'Ouest chinois afin de rétablir un certain équilibre économique sur tout le territoire, on pense au Tibet, mais aussi au Xinjiang qui s'avèrera être une pièce maîtresse dans le projet des nouvelles routes de la soie, dévoilé par le président chinois en 2013 à Astana. Par ailleurs, la Chine est un pays de plus en plus énergivore et se doit aussi d'aménager son territoire afin de faire circuler plus facilement ses richesses. D'où le projet titanesque et la construction de la ligne ferroviaire Qing-Zang, achevée en 2006, qui relie le Tibet à la province de Qinghai.

Dans la culture populaire, les conflits entre la Chine et le Tibet ont tendance à soulever principalement des questions sur la conservation de l'identité tibétaine, du bouddhisme tibétain, et sur le nationalisme chinois. Cependant, l'enjeu du Tibet est avant tout géostratégique. Le Tibet représente 13 % du territoire chinois et lui permet d'avoir des frontières communes avec le Népal et le Bhoutan tout en étant en contact avec l'Inde, et la Birmanie⁹ par le contrôle des cols. Cette région permet aussi à la Chine d'être à la source de tous les principaux fleuves d'Asie qui en effet, prennent leurs sources au Tibet que l'on nomme parfois le « Château d'eau d'Asie ». Depuis l'intégration du Tibet à la République populaire de Chine, l'Inde s'est vue perdre sa principale zone tampon entre les deux géants, ce qui inquiète davantage cette dernière. Enfin, le Tibet est un territoire riche en minerais qui, même s'ils n'enrichissent pas le pays de manière spectaculaire, permettraient de développer un pôle de développement dans la région par la création d'une industrie manufacturière, au détriment du Népal et du Bhoutan.

⁹ Thierry Mathou, « L'Himalaya, "nouvelle frontière" de la Chine », *Hérodote*, vol. 125, no. 2, 2007, pp. 28-50.

La ruée vers l'or bleu

L'eau constitue un élément central des conflits himalayens. L'Inde et la Chine, avec leur démographie démesurée ont des besoins de plus en plus importants en or bleu, notamment pour alimenter les barrages hydroélectriques, et se préoccupent donc de sécuriser leurs sources. New Delhi s'inquiète de la construction de nombreux barrages chinois qui diminue petit à petit la quantité d'eau sur le sol indien. L'égoïsme chinois est dénoncé. Paradoxalement, l'Inde fait pourtant de même avec le Bangladesh ou encore le Pakistan, sachant qu'elle se trouve en amont pour les deux cas. Les djihadistes du Cachemire portent parfois le slogan « l'eau ou le sang ».¹⁰

Pour le cas du Népal qui se trouve en amont par rapport à l'Inde, des accords jugés « inégaux » pour Katmandou ont tout de même été négociés avec cette dernière, car les Népalais n'avaient pas la technologie nécessaire pour domestiquer l'eau. Ainsi, Népalais et Indiens ont coopéré dans la construction des barrages dans la région.¹¹

La Chine quant à elle enchaîne les projets titanesques. Sa dernière lubie ? Détourner des fleuves. Bien que cette idée ne date pas d'hier (on pense notamment au Grand Canal construit il y a 2500 ans), elle n'en reste pas moins ambitieuse même à l'heure actuelle. Ainsi, Pékin a entamé l'année dernière au Yunnan le chantier du tunnel le plus long du monde (1000 km) pour détourner le Brahmapoutre afin d'arroser le désert du Taklamakan qui devient de plus en plus aride à mesure du réchauffement climatique¹². Il va sans dire que cela n'est pas vu par l'Inde d'un bon œil, sachant que ce n'est pas le seul projet. D'autres détournements de fleuve sont à l'étude, notamment celui du Mékong vers le Yangtze et le fleuve jaune, au détriment du Laos, du Vietnam ou encore du Cambodge¹³.

Dernièrement, Pékin aurait « omis » de communiquer des données hydrologiques du Brahmapoutre à New Delhi lors de la saison des moussons en 2017. Conséquence :

¹⁰ Frédéric Bobin, « Chine, Inde et Pakistan se disputent l'eau de l'Himalaya », *Le Monde*, 12 mars 2012.

¹¹ *Ibid.*

¹² Stephen Chen, "Chinese engineers plan 1,000 km tunnel to make Xinjiang desert bloom", *South China Morning Post*, 29 octobre 2017.

¹³ Julie Zaugg, « La Chine tire la première salve dans la guerre de l'eau », *Le Temps*, 15 novembre 2017.

d'importantes inondations ont ravagé des milliers d'hectares de terres arables, causé la mort de 600 Indiens, et la fuite de millions d'autres¹⁴.

Le contrôle du Doklam

En 2017, de nouvelles crispations surgissent en Himalaya, cette fois sur le plateau du Doklam, au point de trijonction frontalier entre Chine, Inde et Bhoutan (ce territoire avait déjà été disputé en 1985). Cette région est *de facto* bhoutanaise, mais est revendiquée par la Chine, car d'après celle-ci, le point de trijonction se trouverait 5 kilomètres plus au Sud, au niveau du mont Gymochen.

Le 16 juin, les autorités bhoutanaises aperçoivent l'APL au Doklam en train d'achever le chantier d'une route menant à un poste-frontière indien. Ces derniers ne tardent pas à directement prévenir les forces alliées indiennes afin qu'elles viennent à leur secours. Les Indiens tiennent tête aux Chinois, sans armes, et font barrage au chantier. S'en suivent alors des débats stériles et des menaces entre les deux gouvernements, on parle d'une possible déclaration de guerre aussi bien d'un côté que de l'autre.¹⁵ Les deux belligérants finiront par se mettre d'accord. L'Inde retire ses troupes le 28 août et la Chine cède aux revendications indiennes en essayant de sauver l'honneur, prétextant que la météo ne permettait pas d'entreprendre quelconque chantier à partir de septembre.¹⁶ Le plateau du Doklam constitue une région stratégique importante pour l'Inde, car il se situe à quelques dizaines de kilomètres du corridor de Silguri, qui est actuellement le seul passage qui relie les États du nord-est (dont la convoitée Arunachal Pradesh) au reste du pays.

DES RELATIONS TOUT DE MÊME EN PROGRÈS

La reconnaissance du Tibet autonome et du Sikkim

Les problèmes évoqués précédemment pourraient nous laisser penser que les relations entre Pékin et New Delhi sont définitivement brouillées. Pourtant, les relations

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Tirthankar Chanda, « Inde-Chine : contexte et leçons d'un conflit armé évité de justesse », *RFI*, 1^{er} septembre 2017.

¹⁶ *Ibid.*

internationales ne sont jamais si manichéennes. La résolution de la crise du Doklam en est un parfait exemple et peut être considérée comme une victoire diplomatique, bien que celle-ci s'applique dans l'intérêt de tous.

La délimitation des frontières reste un sujet sensible, mais on peut tout de même constater au moins un progrès depuis les événements de 1962. C'est en 2003 qu'on assiste à un premier véritable rapprochement entre les deux nations à ce sujet avec la visite diplomatique du Premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, à Pékin. À cette occasion, New Delhi réaffirme le Tibet comme étant une province autonome de la République populaire de Chine. Bien que l'Inde avait déjà reconnu le Tibet comme faisant partie de l'espace chinois en 1954, ce rappel écrit dans la déclaration de Pékin est perçu par les Chinois comme une victoire diplomatique.¹⁷

Par la même occasion, la Chine reconnaît indirectement le Sikkim à l'Inde en signant un « mémorandum d'intention sur le développement du commerce transfrontalier », celui-ci permettant alors la réouverture d'une ancienne route commerciale par le col de Nathu La. Le territoire du Sikkim n'avait jusque-là jamais été reconnu depuis son annexion par l'Inde en 1975.

La recherche d'intérêts communs

Rapprochements après la guerre froide

Les années entre 1960 et 1980 constituent probablement la période où les relations sino-indiennes étaient des plus déplorables. À partir de 1980 se sont amorcées plusieurs tentatives de rapprochement. La Chine par exemple décide d'imposer de plus lourdes conditions contre l'aide fournie au Pakistan dans les conflits du Cachemire. L'Inde quant à elle, se rend pour la première fois depuis 1954 à Pékin avec la visite de Rajiv Gandhi en 1987, dans le but de rétablir de bonnes relations sous le dogme du Pancasila. Les visites diplomatiques s'enchaînèrent dans les années 1990 laissant l'idée d'un avenir

¹⁷ Mathou, *op. cit.*

prometteur. Tout est pourtant interrompu en 1998 lorsque la Chine apprend par surprise que l'Inde avait réussi son premier test nucléaire.¹⁸

La détente reprend néanmoins à partir des années 2000, avec entre autres la visite de Vajpayee dont nous avons parlé précédemment. Il y avait au moins une bonne répercussion suite au succès nucléaire New Delhi : la Chine paraissait instantanément moins menaçante grâce au pouvoir de dissuasion, ce qui permettait alors de repartir sur une relation plus équilibrée en termes de puissance.

La guerre froide étant terminée, les États-Unis se retrouvent donc en position d'hégémonie. La Chine, vue comme une menace pour ces derniers, avait tout intérêt de séduire l'Inde, à qui Washington faisait déjà de l'appel du pied afin de contrebalancer la puissance chinoise dans la région. Considérant ce scénario, Pékin prend des initiatives, elle encourage par exemple le Conseil de sécurité des Nations Unies à inviter l'Inde à siéger en tant que membre permanent.

En 2007, le président indien A. P. J. Abdul Kalam déclare « que la “blessure” de 1962 avait cicatrisé et que l'« objectif national » consistait maintenant dans le rapprochement entre les deux puissances asiatiques. »¹⁹

Chine, Inde et Pakistan sous une même enseigne

Nous avons vu précédemment que les relations entre Pakistan et Inde étaient particulièrement sulfureuses dans la zone du Cachemire, conflit qui dure maintenant depuis plus de 70 ans. C'est pourtant malgré ces contentieux que Russie et Chine décident d'intégrer les deux belligérants au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) lors du sommet d'Astana en juin 2017²⁰. Ainsi, toutes les puissances nucléaires asiatiques, à l'exception de la Corée du Nord, se retrouvent au sein d'une même organisation.

¹⁸ Desai, « Bloc « sino-indien » ? ».

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Julien Bouissou et Brice Pédroletti, « L'Inde et le Pakistan rejoignent l'Organisation de coopération de Shanghai », *Le Monde*, 10 juin 2017.

Cette manœuvre pourrait avoir plusieurs objectifs, comme évidemment, lutter contre le terrorisme islamiste qui sévit dans la région d'Asie centrale. En effet, même si les pays membres sont divergents sur de nombreux points, le terrorisme les place sur un dénominateur commun. La convention signée lors du sommet met en valeur notamment la lutte contre le recrutement en ligne des djihadistes ainsi que la résolution des problèmes sociaux susceptibles d'alimenter leur mouvement. D'autre part, certains spécialistes estiment que l'OCS serait une potentielle organisation pouvant contrebalancer l'OTAN à l'avenir.

Les BRICS

Outre l'OCS, les BRICS participent aussi à la coopération des puissances malgré leurs divergences. Le sommet de l'organisation de septembre 2017 aurait par ailleurs précipité le retrait des troupes lors de l'incident du Doklam. Xi Jinping a exprimé pendant le dernier sommet sa volonté de développer davantage les relations sino-indiennes, notamment dans le domaine industriel, de la culture, ou encore des organisations internationales. Le discours était jugé positif et flatteur à l'égard de l'Inde et de Narendra Modi, sans une seule mention des événements du Doklam.²¹

AVENIR ET REGARD OCCIDENTAL SUR LES CONFLITS

La France vis-à-vis du bloc sino-indien

Inde, Dalai-Lama et dilemme présidentiel

La France possède des relations ambigües avec l'Inde et la Chine en particulier depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Ces dernières années, celles-ci ont été marquées notamment par la vente de 36 Rafales à New Delhi en 2015. En 2017, Dassault s'interroge même sur l'implantation d'une unité de production directement en Inde.²² L'acquisition de ces avions de combat permet à l'Inde de lutter contre le Pakistan dans

²¹ Douglas Bulloch, « China Tries To Make A Friend Of India At BRICS Meeting, But Is It Too Late? », *Forbes*, 7 septembre 2017.

²² Eric Piémont, « La Défense française compte décrocher en Inde un nouveau contrat de vente de Rafale », *Sputnik*, 19 octobre 2017.

les hauteurs du Cachemire, mais représente aussi une menace potentielle pour les Chinois.

Lors de chaque mandat présidentiel, une éternelle question se pose : le président français doit-il recevoir le Dalaï-Lama au risque de s'attirer le mécontentement chinois ? Nicolas Sarkozy en a fait les frais en 2008 lors de sa rencontre avec Tenzin Gyatso en Pologne. La Chine, en guise d'avertissement a décidé tout simplement d'annuler un sommet Union européenne/Chine qui devait avoir lieu le 1^{er} décembre à Lyon.²³ François Hollande quant à lui n'a pas reproduit cet acte alors que le Dalaï-Lama était en France en septembre 2016 pour y tenir des conférences.

La diplomatie du panda « à la Française »

Septembre 2016, « *J'ai vu le visage de la bienveillance* », nous tweet Emmanuel Macron après avoir rencontré dans un hôtel parisien Tenzin Gyatso. Ce dernier lui a remis une *khata*, écharpe de félicité tibétaine, et sera lui-même l'un des premiers à féliciter l'ex-ministre de l'Économie lors de l'élection présidentielle 2017²⁴. Les deux personnalités s'entendent à merveille, pourtant, on peut remarquer tout de même une réelle volonté du président français à s'entendre avec la Chine. En janvier 2018, il décide lors de sa visite dans l'Empire du Milieu d'offrir à Xi Jinping un cheval de la Garde républicaine. Le président chinois avait en effet été fasciné par cette dernière lors de sa visite en France en 2014. Ce cadeau diplomatique découle d'une tradition ancienne et hautement symbolique qui montre tout l'intérêt que porte la France à Pékin. Par ailleurs, le cheval représente beaucoup « d'aspects positifs dans la symbolique chinoise ». En retour, la Chine prête un couple de pandas pour 10 ans, animal considéré par les Chinois comme trésor national.

Cette visite diplomatique se conclue sur la construction d'une alliance solide afin de permettre Paris d'apporter sa pierre à l'édifice titanesque que représente le projet des nouvelles routes de la soie.

Le rôle des États-Unis

²³ « Sarkozy a vu le Dalaï-lama, la Chine est fâchée », *L'Express*, 7 décembre 2008.

²⁴ Jean-Claude Buhrer, « Emmanuel Macron et le dalaï-lama », *Le Temps*, 18 juin 2017

« Sachant que la Chine constitue un facteur nouveau, qu'elle a en soi le potentiel de faire le bien ou le mal, qu'elle va d'une manière ou d'une autre peser, il est de notre responsabilité de l'entraîner par tous les moyens vers un cours plus positif... Je crois vraiment que la relation États-Unis-Inde compte dans la création d'un environnement où la Chine jouera un rôle positif et ne nuira pas » — Condoleezza Rice.²⁵

La montée en puissance de la Chine a provoqué inéluctablement un rapprochement entre Washington et New Delhi. Comme nous l'avons dit précédemment, les États-Unis ont pour ambition depuis la fin de la guerre froide de contrebalancer le pouvoir chinois à l'intérieur même du continent asiatique. Ils procurent notamment à l'Inde des aides technologiques et militaires. Washington a par exemple donné son accord à Israël pour la vente de Falcons à l'Inde, mais a refusé dans le cas chinois. Depuis l'élection de Donald Trump, ce dernier estime que les relations indo-américaines n'ont jamais été aussi bonnes. Quoi qu'il en soit, cette situation permet à l'Inde de bénéficier d'une très bonne place sur l'échiquier international qui l'autorise alors à jouer à la fois sur la scène occidentale, mais aussi sur le plateau asiatique.

Quel avenir ?

En dépit des nombreux différends, nous pouvons considérer que l'Inde et la Chine sont des États jugés suffisamment rationnels pour ne pas déclencher de conflits à grande échelle. Les États-Unis jouent un rôle de catalyseur du bloc asiatique. L'Inde est d'ailleurs une grande gagnante de ce triangle stratégique, car elle bénéficie de l'aide à la fois de Washington, mais aussi de Pékin, tous deux effrayés à l'idée que New Delhi bascule dans un camp ou dans l'autre. La concurrence avec les États-Unis encourage aussi les deux géants à coopérer. Le projet des nouvelles routes de la soie permet d'ailleurs d'exploiter cette rivalité et en quelque sorte de rallier les pays d'Asie à une même cause, sachant que tous ont déjà un but commun : éradiquer le terrorisme islamiste. La Chine et l'Inde se savent interdépendantes et essayeront à tout prix de conserver de bonnes relations.

²⁵ Desai, « Bloc « sino-indien ? » ».

Cela dit il ne faut pas pour autant délaissier les questions toujours en suspens. De nouveaux épisodes comparables à l'incident du Doklam ne seraient pas surprenants tant que le problème des frontières ne sera pas résolu. Malgré les progrès réalisés depuis les années 2000, il arrive toujours que les deux pays se provoquent. On pensera notamment au boycott de l'Inde lors du sommet de Pékin le 14 mai 2017. New Delhi conteste le tracé des nouvelles routes de la soie qui en effet, passent par le Cachemire pakistanais.²⁶ De plus, s'ajoute la question tibétaine. Même si les problèmes frontaliers viennent à se résoudre, la résidence du Dalaï-Lama à Dharamsala est vue par Pékin comme l'hébergement d'une activité antichinoise sur le sol indien, qui par ailleurs draine une partie de la population du Tibet. Par ailleurs, le Dalaï-Lama ne bénéficie plus de son aura d'antan. Les bouddhistes ont dans la culture populaire toujours porté l'image d'une philosophie pacifiste, mais l'opinion a en partie changé depuis que les bouddhistes extrémistes birmans massacrent les Rohingyas. Le problème de l'eau est aussi un enjeu majeur, car qui sait ce qu'advientra des relations si la Chine parvient effectivement à rediriger le Brahmapoutre au Xinjiang ?

En définitive, les relations sont certes bonnes entre les deux géants, mais il n'en reste pas moins des États rivaux, qui choisissent de coopérer avant tout dans l'intérêt général. Il reste maintenant à voir comment la Chine compte orchestrer les relations à travers le monde par le biais de son projet OBOR (One Belt One Road). ■

²⁶ « Route de la soie: l'Inde boycotte le sommet de Pékin », *RFI*, 14 mai 2017.

ASIA FOCUS #81

**TENSIONS SINO-INDIENNES EN HIMALAYA :
« TOUTE UNE MONTAGNE »**

Par Laurent PINGUET / Diplômé du Master Relations Internationales à l'Université Catholique de Lille.

JUILLET 2018

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org